



# VILLE DE HAGONDANGE

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

**FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES**

**ANNEES 2018-2019-2020**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

## **SOMMAIRE**

### **ARTICLE 1ER** : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE
- 1.2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE
- 1.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS
- 1.3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE
- 1.4 – ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

### **ARTICLE 2** : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### **ARTICLE 3** : DELAIS DE LIVRAISON

- 3.1 - DELAIS DE BASE
- 3.2 - PROLONGATION DES DELAIS
- 3.3 – FOURNITURES PRISES « AU COMPTOIR »

### **ARTICLE 4** : CONDITIONS D'EXECUTION DES FOURNITURES

- 4.1 - DISPOSITIONS GENERALES
- 4.2 - CONDITIONS DE LIVRAISON

### **ARTICLE 5** : VERIFICATION ET ADMISSION

- 5.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION
- 5.2 - ADMISSION

### **ARTICLE 6** : NATURE DES DROITS ET OBLIGATIONS

- 6.1 - GARANTIE TECHNIQUE
- 6.2 - MAINTENANCE ET EVOLUTION TECHNOLOGIQUE

### **ARTICLE 7** : MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE

### **ARTICLE 8** : GARANTIES FINANCIERES

### **ARTICLE 9** : AVANCES

### **ARTICLE 10** : PRIX DE L'ACCORD-CADRE

- 10.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX FIXES PAR LE BORDEREAU
- 10.2 - VARIATION DANS LES PRIX
- 10.3 - CARACTERISTIQUES DES PRIX CATALOGUE

### **ARTICLE 11** : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

- 11.1 - ACOMPTE ET PAIEMENT PARTIEL
- 11.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT
- 11.3 - MODE DE REGLEMENT

### **ARTICLE 12** : PENALITES

### **ARTICLE 13** : ASSURANCES

### **ARTICLE 14** : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### **ARTICLE 15** : DROIT ET LANGUE

### **ARTICLE 16** : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

### **ARTICLE 17** : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

## **ARTICLE PREMIER : Objet de la consultation - Dispositions générales**

### **1.1 - Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre, à bon de commande (article 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics), a pour objet de définir les termes régissant les marchés à passer pendant la période précisée à l'article 1.4.

Il porte sur la fourniture et la livraison de fourniture de matériels électrique du bâtiment.

### **1.2 – Forme de l'accord-cadre**

L'accord cadre est passé en **procédure adaptée** soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'accord cadre est mono-attributaire.

Les fournitures feront l'objet de commandes établies au fur et à mesure des besoins de la Commune.

### **1.3 - Décomposition en tranches et lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

### **1.4- Durée de l'accord-cadre**

L'accord cadre est conclu pour une durée de **trois ans**.

### **1.5- Accord-cadre à bons de commande**

Les fournitures feront l'objet de bons de commande notifiés par la personne désignée par le représentant de la commune au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 220 000 € H.T. pour l'ensemble de la période.

Le devis du Titulaire précisera :

- La référence de chaque produit
- le type de matériel
- les quantités
- le prix unitaire et le prix total pour chaque produit HT
- le rappel du taux de remise consenti dans l'accord cadre
- le montant total remisé HT de la commande
- le montant TTC de la commande

Chaque bon de commande précisera :

- La nature et la description des fournitures.
- Les délais de livraison.
- L'adresse du site de livraison.
- Le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par la personne désignée par le Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

## **ARTICLE 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A) Pièces particulières**

L'Acte d'Engagement,  
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,  
L'offre de prix selon catalogue,  
Le détail estimatif.

### **B) Pièces générales**

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par le décret 77-699 du 27 mai 1977 modifié, en

vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois Mo) (consultation sur Internet site [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr)).

## **ARTICLE 3 : Délais de livraison**

### **3.1 - Délais de base**

Les délais de livraison des fournitures sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 1.5 du présent C.C.A.P.

Les fournitures seront livrées au Centre Technique Municipal Rue Georges Wodli 57300 Hagondange pendant les horaires suivants :

Du lundi au Vendredi de 8 h 00 à 15 h 00

Dans tous les cas, un agent de la municipalité contrôlera les fournitures livrées. Un bon de livraison sera contresigné par l'employé municipal ayant procédé à la réception.

### **3.2 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai de livraison peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions de l'article 10.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **3.3 – Fournitures prises « au comptoir »**

En cas de nécessité, la personne désignée par le Pouvoir Adjudicateur, pourra retirer le Matériel « au comptoir » du titulaire de l'accord cadre.

## **ARTICLE 4 : Conditions d'exécution des fournitures**

### **4.1 - Dispositions générales**

Les fournitures devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

L'accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### **4.2 - Conditions de livraison**

La livraison des fournitures sera faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 15 du C.C.A.G.-F.C.S.

Concernant les frais de transport des fournitures, ils seront à la charge du titulaire (livraison franco de port)

## **ARTICLE 5 : Vérification et admission**

### **5.1 - Opérations de vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément aux articles 18, 19 et 20.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

La non-conformité par rapport à la commande sera communiquée par télécopie dès le lendemain de la livraison. Toute fourniture non conforme devra être remplacée sous 48 heures.

### **5.2- Admission**

L'admission sera prononcée par le Pouvoir Adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 6 : Nature des droits et obligations**

### **6.1 - Garantie technique**

Dans le cadre d'une fourniture défectueuse, le titulaire s'engage à la remplacer dans un délai de 3 jours.

## **6.2 - Maintenance et évolution technologique**

De par sa nature, la prestation objet de l'accord-cadre ne nécessite pas de maintenance.

### **ARTICLE 7 : Marchandises remises au titulaire**

Aucune marchandise appartenant à la collectivité publique ne sera remise au titulaire.

### **ARTICLE 8 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### **ARTICLE 9 : Avances**

Sans objet.

### **ARTICLE 10 : Prix de l'accord-cadre**

#### **10.1 - Caractéristiques des prix fixés par le détail estimatif**

Les prix faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles.

#### **10.2 – Variation dans les prix**

Les offres seront établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des bons de commande.

Les prix sont fermes.

#### **10.3 -Caractéristiques des prix catalogue**

Les variations sont ajustables aux tarifs publics des catalogues fabricants ou fournisseurs en vigueur au jour de la remise des rabais indiqués dans l'acte d'engagement.

A chaque changement de tarif catalogue, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois exemplaires des nouveaux catalogues tarifs, avec un préavis de 15 jours avant ledit changement.

#### Clause de sauvegarde :

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement des prix lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure à 7 % de la valeur du panel constitué par la liste des principales fournitures de matériels électriques et leur quantité annuelle estimée.

### **ARTICLE 11 : Modalités de règlement des comptes**

#### **11.1 – Acompte et paiement partiel**

Sans objet

#### **11.2 – Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au paiement seront établies sans frais de facturation, en un original et 3 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier
- le n° du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande
- la prestation exécutée
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour
- le prix des prestations accessoires

- conformément à l'article 256 du Code Général des Impôts, les éditions des dépliant qui sont distribués gratuitement sont exonérés de TVA
- le montant total des prestations livrées ou exécutées
- le date de facturation

### **11.3 – Mode de règlement**

Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Le délai global de paiement est de trente jours.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points. Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

## **ARTICLE 12 : Pénalités**

Conformément à l'article 14 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de retard dans l'exécution des marchés passés sur la base du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 13 : Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

## **ARTICLE 14 : Résiliation de l'accord cadre**

### **14.1 – Résiliation sans faute**

La résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général. La résiliation n'ouvrira droit au profit du titulaire à aucune indemnité par dérogation de l'article 33 du CCAG FCS.

### **14.2 – Résiliation pour faute**

La résiliation pourra être prononcée pour faute du titulaire dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre conformément aux articles 29 et suivants du CCAG FCS.

## **ARTICLE 15 : Droit et langue**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Acceptation du cahier des charges par le titulaire .....

Fait à ....., le .....

(Cachet + signature)